

L'Uprona plaide pour des experts étrangers au sein de la CVR

@rib News, 26/12/2012 â€“ Source XinhuaL'Union pour le progrÃ©s national (UPRONA), parti politique nationaliste du Burundi et partenaire du Gouvernement, a demandÃ© que la prochaine Commission VÃ©ritÃ©-RÃ©conciliation (CVR), dont la mise en place est attendue en fÃ©vrier 2013, comprenne des experts Ã©trangers ainsi que des membres des confessions religieuses et des organisations de la sociÃ©tÃ© civile pour le bon dÃ©roulement du processus des MÃ©canismes de Justice Transitionnelle (MJT) au Burundi. Cet appel est contenu dans une dÃ©claration lue par le porte-parole de l'UPRONA, le dÃ©putÃ© Bonaventure Gasutwa. Dans le Gouvernement, l'UPRONA est reprÃ©sentÃ©e au plus haut niveau par le premier vice-prÃ©sident de la RÃ©publique TÃ©rence Sinunguruza.

Selon le porte-parole de l'UPRONA, Â«Â il faut prÃ©voir impÃ©rativement un mÃ©canisme judiciaire au sein de la CVR pour chÃ¢tier les crimes contre l'humanitÃ© commis au cours des diverses crises, sinon les consultations initiÃ©es depuis les nÃ©gociations d'Arusha n'auront servi Ã rienÂ Â». L'UPRONA soutient que la future loi sur la CVR intÃ©gre toutes ces expressions-lÃ sur un processus de Justice transitionnelle inclusif, a insistÃ© le dÃ©putÃ© Gasutwa. Certes la vÃ©ritÃ© est nÃ©cessaire, a-t-il poursuivi, mais la Justice doit s'imposer au maximum pour que l'ultime rÃ©conciliation visÃ©e soit bÃ¢tie sur un socle solide. L'UPRONA a fait cette dÃ©claration au moment oÃ¹ la formation politique au pouvoir CNDD-FDD plaide pour la mise en avant du pardon au sein de la CVR au dÃ©triment du mÃ©canisme judiciaire pour cimenter la rÃ©conciliation en Ã©vitant le retour Ã des actes de vendetta entre protagonistes potentiels burundais.